Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

79 | 1999

Tour de Babel et tours d'ivoire des anthropologues et des médias

De l'interprétation publique de la réalité à l'Ile de la Réunion

On the Subject of Intellectual Sociability in the Reunion Island

Michel Beniamino

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/3107>

DOI : 10.4000/jda.3107

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 1999

Pagination : 115-137

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Michel Beniamino, « De l'interprétation publique de la réalité à l'Ile de la Réunion », *Journal des anthropologues* [En ligne], 79 | 1999, mis en ligne le 01 décembre 2000, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/3107> ; DOI : 10.4000/jda.3107

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

Journal des anthropologues

De l'interprétation publique de la réalité à l'île de la Réunion

On the Subject of Intellectual Sociability in the Reunion Island

Michel Beniamino

- 1 Selon Bourdieu, la science peut être interrogée dans sa relation avec le cosmos social dans lequel elle est prise et avec l'univers scientifique, « monde doté de règles de fonctionnement propre qu'il faut décrire et analyser » (1994 : 92). L'hypothèse que nous examinerons ici est que l'un des effets de la transformation d'une ancienne colonie (La Réunion) en Département d'Outre-Mer est la création d'un champ scientifique. Celui-ci justifie d'une analyse mettant en évidence les dynamiques sociales, culturelles et politiques à l'œuvre dans un territoire dominé. Il s'agira de montrer les enjeux socio-symboliques de la pratique de groupes sociaux dont tout ou partie de l'existence tient à leur capacité à imposer leur interprétation publique de la réalité. Pour la période qui nous occupe, l'ensemble des discours produits à La Réunion sur La Réunion sera considéré en tant qu'« ensemble de ressources par rapport auxquelles, avec lesquelles, les acteurs doivent négocier, et qui leur servent aussi de points d'appui pour s'orienter et pour se déplacer à l'intérieur du monde social » (Revel, 1995 : 78).
- 2 L'interprétation publique de la réalité ne se décide plus à La Réunion de façon endogène. Jusque vers les années soixante-dix, malgré la départementalisation politique votée en 1946, « les membres de la classe dominante de la société de plantation, fraction très réduite de la population, étaient les seuls capables de recevoir l'impact direct de la Métropole. Ils opéraient comme un relais et un filtre entre celle-ci et la masse de la population » (Benoist, 1983 : 147)¹. Mais, dans les années soixante-dix, naît une situation nouvelle, plus complexe, marquée par l'installation dans l'île de « nouveaux » intellectuels qui participent à la création d'une université de plein exercice (Conac, 1984)². La production intellectuelle est alors alimentée par cette nouvelle « communauté scientifique » qui n'est bien sûr nullement exempte d'idéologie : elle se réfère en effet à une sorte de « mythologie indigène » pour l'analyse de laquelle il faut mettre en regard d'un côté les valeurs idéales, les normes qu'elle professe et de l'autre « la structure sociale de l'univers scientifique, les mécanismes qui tendent à assurer "contrôle" et

communication, évaluation et rétribution, recrutement et enseignement » (Bourdieu, 1994 : 93). Mais ce qui nous importe ici est que deux « légitimités » sont ainsi confrontées : la première tient ses ressources des mécanismes propres aux normes de la communauté scientifique ; la seconde de son endogénéité, c'est-à-dire de sa capacité à intervenir dans différents champs de l'espace social réunionnais : celui du politique, du culturel, mais aussi, ultérieurement, le champ scientifique.

- 3 Apparaît donc la possibilité d'une histoire des rapports entre ces légitimités. Elle tient aux différents rapports de domination que peut exercer l'une ou l'autre à un moment donné. Cette histoire se déroule dans une société particulière, au moment où la départementalisation semble offrir de nouvelles ressources économiques et culturelles à l'île. Dans ce contexte, on pourrait penser que la légitimité scientifique s'imposerait et participerait de façon prépondérante à une interprétation publique de la réalité délocalisée, c'est-à-dire extraite « des relations sociales des contextes locaux d'interaction » (Giddens, 1994 : 30). Or, comme nous le verrons, les caractéristiques de la société réunionnaise ne permettent pas qu'il en soit ainsi et les « natifs » – qui participent au fonctionnement d'autres champs de production culturelle – vont tenter d'imposer leur interprétation publique de la réalité sur le marché de la production du sens.

1. Des sociétés savantes à la communauté scientifique

1.1. Les sociétés savantes du XIX^e siècle

- 4 Les sociétés savantes qui naissent à La Réunion au XIX^e siècle appartiennent à l'archéologie de la « communauté scientifique » réunionnaise³. Le rôle de ces « savants » locaux a souvent été minoré mais il n'est pourtant pas négligeable dès lors qu'une production scientifique apparaît, que ces élites s'organisent et confortent leur pouvoir d'interprétation de la réalité sociale. Comme le remarque D. Baggioni au sujet du créole :

L'intervention des élites locales sur la question du créole réunionnais « manifeste » clairement leur satisfaction à voir un autochtone prendre la parole, de manière autorisée, pour mettre fin à l'exploitation étrangère (par le linguiste allemand H. Schuchardt) d'un patrimoine linguistique dont l'interprétation appartient aux seuls propriétaires légitimes : ces élites éclairées de Bourbon qui, comme maîtres et porte-parole des populations insulaires, savent ce qu'il faut dire de la réalité sociale et culturelle de l'île (1995 : 20).

- 5 Ces sociétés savantes réunionnaises – la Société des sciences et arts créée en 1856 et l'académie de La Réunion en 1913 – contribuent à la constitution d'une formation discursive vivace dont on peut suivre les linéaments jusqu'à nos jours. Un bon exemple en est celui de l'influence de J. Hermann (1846-1924), qui est à la fois notaire, maire de Saint-Pierre, président du conseil général, premier président de l'académie de La Réunion, membre de l'académie malgache et de la Société astronomique de France :

J. Hermann, à partir de réflexions sur le créole « franco-madécasse » de Bourbon, en vient, par des cheminements aussi hasardeux que complexes à travers l'anthropologie, l'ornithologie, la géologie, l'histoire, la cosmogonie, la linguistique [...] à considérer le malgache comme la « langue primitive de l'humanité » [...]. Contre toute attente, ces théories de J. Hermann ont fait école, dans l'Océan Indien au moins, et son influence s'est exercée tant dans le domaine littéraire (auprès de R. E. Hart ou de M. de Chazal par exemple⁴) que dans celui de l'étude des créoles

locaux (M. Julien pour la toponymie réunionnaise, une des « spécialités » de J. Hermann, B. Gamaleya à ses débuts, R. Nativel) (Chaudenson 1992 : 6).

- 6 Une telle influence se poursuit dans la littérature actuelle à travers l'œuvre d'un poète comme B. Gamaleya et les activités du groupe Grand Océan qui procède à une réédition des écrits de J. Hermann. Quant à la toponymie, on aurait tort de croire qu'il s'agit d'un simple divertissement d'érudit local : M. Robert tire argument de ce que certains toponymes de l'intérieur de l'île sont d'étymologie malgache alors que ceux de la côte sont d'origine française pour postuler qu'il y a, à La Réunion, deux histoires, celle de l'intérieur, c'est-à-dire celle de la « contre-société coloniale » des noirs marrons, et celle de la côte, c'est-à-dire de la « société coloniale esclavagiste » (Robert, 1976 : 14, 10). L'argumentation est la même chez M. Leguen dans son *Histoire de l'île de La Réunion* (1979 : 62).
- 7 La production de ces « savants locaux » ne s'analyse donc pas seulement et directement en termes de classe ou, pour dire les choses autrement, il ne s'agit pas seulement et exclusivement d'attester que La Réunion est bien cette « colonie colonisatrice » dont rêvaient R. Barquissau et surtout les Leblond – théoriciens reconnus du roman colonial dans les années vingt. Ils produisent un savoir (dans le cas qui nous occupe, une sorte de « malgachitude » imaginaire de La Réunion) dont d'autres se serviront ultérieurement pour proposer leur interprétation de la réalité.

1.2. La période de transition

- 8 La période de transition est marquée par la production, à La Réunion ou sur La Réunion, de travaux répondant aux normes académiques de la recherche en sciences humaines : soutenance de thèses de doctorat d'Etat et publications sous forme d'articles ou d'ouvrages. Deux thèses d'ampleur doivent être signalées : en 1960, celle de J. Defos du Rau en géographie et en 1972 celle de R. Chaudenson sur le créole.
- 9 Ces travaux pionniers vont instituer de nouvelles normes scientifiques : ces thèses vont apporter une reconnaissance scientifique à des objets de recherche devenus désormais légitimes. Mais ces travaux détermineront aussi pour une part essentielle la sociologie du personnel scientifique : J. Defos du Rau et R. Chaudenson vont diriger les recherches de leurs cadets, certains d'entre eux étant aujourd'hui encore en poste à l'université de La Réunion. Le cas de Defos du Rau est exemplaire : il dirige les travaux de tous les enseignants de géographie en poste à La Réunion en 1971 (W. Bertile et D. Lefevre pour leur thèse de 3^e cycle, J.-F. Dupon pour sa thèse d'Etat).
- 10 La production scientifique de cette période est synthétisée dans les *Cahiers du Centre universitaire de La Réunion* qui publie, en 1971, un premier état des recherches sur les « sujets locaux » menées par les chercheurs de l'université :

Le bilan est forcément modeste : le Centre universitaire ne compte qu'une cinquantaine d'enseignants et dispose de moyens matériels réduits et l'enseignement supérieur n'existe véritablement à La Réunion que depuis 1963-1964. Mais c'est un début et la recherche devrait se développer.⁵
- 11 La publication montre cependant le rôle important du personnel d'enseignement supérieur, qui prend désormais en main la définition des objets de la recherche et l'organisation de celle-ci. L. Favoreu indique que s'est constitué au sein du Centre universitaire de La Réunion un « conseil scientifique » et un centre de recherche pluridisciplinaire à caractère régional. Les années soixante-dix voient une première

floraison de thèses dont les thématiques sont directement en prise avec les « réalités locales ». L'indication des dates de soutenance prévues dans ce même numéro des *Cahiers du Centre universitaire de La Réunion* est éclairant : 1972 : W. Bertile, D. Lefevre, R. Chaudenson ; 1974 : C. Wanquet ; 1976 : W. Bertile, H. Gerbeau, M. Carayol. Dans une période relativement courte, une nouvelle génération de chercheurs en poste au Centre universitaire de La Réunion va structurer le champ scientifique et ouvrir de nouveaux centres d'intérêt. Cette analyse devrait bien sûr être nuancée suivant les disciplines.

- 12 La pérennité de l'importance du rôle des élites locales apparaît cependant au moment de l'organisation du colloque consacré au naturaliste Commerson, colloque dont les actes sont publiés dans un numéro spécial des *Cahiers du Centre universitaire de La Réunion* en 1974. La présentation des actes est en effet assurée par Paul Guézé, alors président de l'académie de La Réunion. Le comité d'organisation comprend, entre autres, la présidente de la Société des sciences et arts, les présidents de l'académie de La Réunion, du syndicat d'initiative et... le « représentant des conchyliologues amateurs » : sur 19 membres, on ne compte que 2 enseignants-chercheurs, R. Chaudenson, ès qualité de président du Centre universitaire de La Réunion, et Th. Cadet, chercheur en biologie végétale. Les actes se concluent sur le « discours prononcé à l'occasion de l'inauguration de la stèle Commerson » par le président du syndicat d'initiative. Ce qui est significatif dans cet épisode ne tient pas tant à la nature scientifique des débats⁶ qu'au rôle que jouent les élites locales dans la caution qu'elles y apportent. Elles conservent d'une certaine manière la maîtrise de représenter un pouvoir local encore actif et présent dans l'organisation académique du savoir⁷.
- 13 Le fossé qui se crée entre les professeurs et les érudits locaux n'est donc pas aussi net dès lors que l'on prend en compte la nature et la source du financement de la recherche : L. Favoreu souligne l'importance des financements des « autorités locales » dans la définition de la politique de la recherche. Il s'agit d'ailleurs d'une constante de la recherche dans les DOM qu'il conviendrait d'analyser dans le détail⁸. Le poids des instances locales dans la définition des objectifs de la recherche universitaire est certes fonction de nouveaux paramètres institutionnels. Néanmoins, l'autonomie du champ intellectuel étant « à la mesure du capital symbolique qui a été accumulé au cours du temps par l'action des générations successives » (Bourdieu, 1992 : 307), *a contrario*, dans le cas d'une université de création récente, la faiblesse de l'accumulation du capital symbolique implique le faible degré d'autonomie du champ scientifique.

2. La configuration du champ scientifique : l'exemple de « l'histoire locale »

- 14 L'histoire constitue une ressource particulièrement importante pour analyser la manière dont les sociétés se décrivent et produisent, dans cette histoire constituée, leur identité. Il faut se souvenir qu'en près de quarante années, entre 1820 et 1860, l'ensemble du « monde francophone » de l'époque s'est pourvu d'une « histoire » écrite dans la tradition romantique. L'écriture d'une histoire apparaît comme le corrélat obligé de la conscience de l'existence d'une communauté humaine. Ce lien est souvent très explicite et apparaît dans différentes formulations. L'histoire ainsi écrite peut répondre à une volonté d'illustration. Il peut y avoir, comme chez F. Magon de Saint-Elier qui écrit en 1839 une histoire de l'île Maurice entendant « montrer le bonheur qui a précédé les calamités

actuelles » – l'allusion à la perte de cette colonie au profit des Anglais est évidente –, un dessein politique. Le public de l'historien est parfois peu défini, mais il y a toujours des « citoyens » à qui l'on s'adresse pour développer le « dévouement » envers la patrie. Il s'agit aussi de former la jeunesse en lui proposant des modèles moraux fondés sur l'amour de la « petite patrie ». Et enfin, l'historien exalte son peuple, ses valeurs et sa spécificité. Le propre de cette histoire naissante est donc, dans le cas de l'Océan Indien, selon les termes de Bernardin de Saint-Pierre, de créer le « sentiment moral qui attache les créoles à leur pays » (1986 : 435). Cette « histoire romantique » doit donc se comprendre comme l'affirmation d'une sociogénèse.

- 15 Or, il est étrange de constater que, plus d'une centaine d'années plus tard, il apparaisse nécessaire, aussi bien à certains universitaires « natifs » qu'à certains « prétendants », de reprendre ce programme. Un exemple en est l'ouvrage de S. Fuma, *Histoire d'un peuple. La Réunion (1848-1900)*, paru en 1994. La préface de l'ouvrage, signée par E. Maestri, indique que :

S. Fuma quitte les rivages de l'ethnologie pour atteindre ceux des historiens « à parti pris », comme Taine ou Renan, ou comme Michelet qui aimait à scruter « le vieux peuple de France ».

- 16 Toute la question est de savoir si, aujourd'hui, un universitaire peut et doit encore faire de l'histoire de cette manière... Et en l'espèce, le fait que S. Fuma soit réunionnais⁹ semble pouvoir faire oublier qu'il est aussi maître de conférences à l'université de La Réunion, c'est-à-dire faire oublier que sa production historique devrait relever des critères du champ scientifique. De la même manière, en 1995, M. Serviable – pourtant géographe de formation – publie une histoire de l'île de La Réunion sous-titrée « Essai d'éducation populaire »...
- 17 L'analyse du corpus des textes scientifiques produits à propos de l'histoire de La Réunion est donc particulièrement intéressant dans sa configuration. On peut ainsi en dégager les objets que choisit l'historien mais elle fournit aussi matière à une analyse sociologique des producteurs du matériel symbolique élaboré.

2.1. La fin du rôle des érudits locaux

- 18 L'observation de la production scientifique historique des années soixante montre quelques lignes de force intéressantes. Le rôle des archivistes est encore très important, aussi bien parce qu'ils fournissent des instruments de travail que par la publication d'ouvrages plus ambitieux (A. Schérer en 1965 par exemple). La production des érudits locaux semble, quant à elle, se limiter aux questions généalogiques exposées à des séances de sociétés savantes ou au dépouillement des recensements¹⁰.
- 19 Mais ces derniers n'ont plus qu'une place marginale : le signe le plus net du changement est la fin de la parution de la série des *Recueil trimestriel de travaux et de documents inédits pour servir à l'histoire des Mascareignes françaises* entreprise en 1932. La fonction idéologique de l'entreprise – menée sous le patronage de l'académie de l'île de La Réunion – apparaissait dès le premier numéro sous la plume d'A. Lounnon qui, après avoir fait allusion au congrès international d'Histoire coloniale de 1931 à Paris et souligné l'insuffisance de la recherche historique à La Réunion, indiquait :

Emu de cette situation qui plonge dans l'oubli les générations qui nous ont précédés sur ces rochers, brise la tradition et nuit à la formation de notre conscience

coloniale, nous avons conçu l'idée de porter notre pierre au monument qui ne peut manquer d'être élevé un jour à la gloire de nos îles. (1932 : 2)

- 20 La marginalisation des érudits locaux signifie en tout cas que la focalisation des entreprises historiennes sur les débuts de la colonisation, déterminée par le double souci de fournir des matériaux aux historiens et de conforter une représentation des origines conforme à l'idéal de classe de ces auteurs, peut désormais, en théorie, être dépassée.

2.2. Les entreprises universitaires

- 21 Cette transformation n'est pourtant pas si simple dans la mesure où la détermination du corpus historique – plus que tout autre sans doute – questionne les représentations dominantes de la réalité sociale, et en particulier risque de mettre à jour les spécificités de l'édification du système social et sa rémanence, particulièrement virulentes dans le cadre d'une société qui a vécu (de) l'esclavage. Du fait même de la particularité du travail historique et des contraintes institutionnelles, la transformation est donc relativement lente, ce qui explique sans doute que la question de la rédaction d'une histoire de La Réunion correspondant aux critères scientifiques aujourd'hui admis par la communauté scientifique reste toujours en suspens : on ne dispose que d'un « Que sais-je ? » datant de 1965 écrit par A. Schérer qui, s'il fut un archiviste, ne fut point un historien et de l'ouvrage écrit par M. Leguen en 1979¹¹.
- 22 La recherche historique à La Réunion va s'organiser essentiellement autour des intitulés des thèses en préparation à l'époque : C. Wanquet prépare sa thèse d'Etat sur la période révolutionnaire (1980) et H. Gerbeau sa thèse sur la période 1825-1855¹² (tous deux sous la direction de L. Miège, professeur à Aix-en-Provence). L'organisation du champ de la recherche historique se fait donc autour de deux périodes : la Révolution et le Second Empire. Très peu de recherches dépassent ces limites chronologiques et il s'agit alors d'histoire institutionnelle ou économique. Or, cette situation n'est pas sans conséquences : pourvus d'une thèse, ces enseignants vont exercer leur magistère et diriger des travaux d'étudiants et ainsi – consciemment ou non – intervenir dans la représentation que les Réunionnais se font de leur histoire, ce qu'ils en attendent et les enjeux politiques que cela comporte.
- 23 Ceci explique que la configuration de la recherche historique à l'université de La Réunion soit marquée par des pesanteurs : elles tiennent à son histoire, c'est-à-dire à la trajectoire de ceux qui la font. Il y a donc une histoire propre du champ dont on a une idée à travers l'*Inventaire des thèses, D.E.A., D.E.S.S. et maîtrises* publié par le service commun de Documentation de l'université de La Réunion en 1995. L'analyse des dates butoirs des sujets proposés aux étudiants (ou choisis par eux mais l'analyse reste valable quel que soit le cas) révèle quels sont les centres d'intérêt essentiels des chercheurs et ce qui a donc été objet légitime de l'activité historique à La Réunion : sur 21 mémoires de maîtrise soutenus entre 1975 et 1994, 13 s'arrêtent à la première guerre mondiale et seuls 4 mémoires concernent l'histoire immédiate, mais sur des sujets très particuliers et – à l'exception d'une biographie de R. Vergès (père de l'avocat bien connu Jacques et de Paul, président du Parti Communiste Réunionnais et du conseil régional) – ne concernent pas directement le politique.

2.3. L'univers des points en discussion dans le champ social

- 24 Le propre d'un travail scientifique produit selon les normes universitaires de la thèse d'Etat étant d'être long, son achèvement est précédé de la publication d'ouvrages et d'articles. Le travail scientifique peut alors être réutilisé par certains acteurs sociaux aux fins d'une reconstruction de la tradition. Le développement d'une université à La Réunion, qui parachève la « départementalisation éducative », va en effet entraîner l'émergence d'une nouvelle clientèle produite par la scolarisation ainsi que l'apparition de nouveaux producteurs qui vont entrer en concurrence avec les producteurs légitimes de l'institution. Apparaîtront alors dans le champ scientifique et culturel des « prétendants » à la légitimité symbolique dont l'objectif sera d'acquérir une surface sociale par leurs placements et déplacements dans le champ social¹³. Il est possible à travers quelques exemples de comparer la production symbolique des acteurs insérés dans le champ culturel aux « acquis » scientifiques, c'est-à-dire d'analyser les différents processus de transformation du matériau scientifique en produit idéologique dans le discours social.
- 25 La question de la musique réunionnaise est, par exemple, abordée dans un numéro de la revue *Bardzour*, dans un article polémique. La revue en conclut qu'à travers la tentative de destruction du maloya, pendant 300 ans, « on a essayé d'extirper en nous tout ce qui n'était pas européen, toutes nos racines indiennes, africaines, ou malgaches » (1976 : 31). Le maloya devient donc « l'âme de ceux qui ont pour une grande part contribué à former notre peuple » (*ibid.* : 30). Mais les témoignages historiques disponibles révèlent un tout autre tableau. R. Chaudenson qui les a examinés de manière exhaustive note par exemple, après avoir cité le *Voyage autour du monde* de L. de Freycinet (1827), que ce témoignage confirme « **la tolérance sociale**, comme aux Antilles, envers la musique et la danse des noirs » (1992 : 192 ; c'est nous qui soulignons) et l'auteur de conclure ainsi son investigation :
- Les formes les plus évidemment non européennes des musiques et danses des aires créolophones (pour l'Océan Indien, « maloya » réunionnais, « moutia » seychellois, « séga ravane » mauricien ou « séga tambour » rodriguais) ont toutes chances d'être, non pas, comme certains l'imaginent volontiers, les formes musicales les plus anciennes, mais au contraire les plus récentes [...]. Ce point souligne l'erreur probable de ceux qui [...] veulent à toutes forces faire croire à une transmission séculaire de musiques africaines inchangées (*ibid.* : 200-201).
- 26 Il est loisible de soutenir que ces recherches étaient peu ou pas connues. Ce serait méconnaître le rôle de la presse régionale qui joue un rôle essentiel du fait qu'elle consacre une large place aux recherches concernant les « sujets locaux » : il est peu d'exemples sans doute d'une presse régionale qui discute publiquement (et parfois avec violence) des travaux universitaires¹⁴. L'occultation n'est donc pas ignorance d'autant que, comme nous le verrons dans l'exemple suivant, la connaissance des recherches universitaires était suffisante pour l'utiliser lorsqu'elle semblait aller dans le sens souhaité par certains agents du champ culturel.
- 27 L'apparition dans la société réunionnaise d'une « communauté scientifique » massivement d'origine exogène n'est pas sans rapport avec les luttes à l'intérieur du champ culturel. Il suffit pour s'en convaincre de rappeler que les propositions de graphie du créole réunionnais sont l'œuvre de militants et d'universitaires. La revue *Bardzour* l'annonçait :

Samedi 1^{er} octobre [1977] se tenait à Saint-Denis une importante réunion sur la graphie du créole ; tous ceux qui s'intéressent à ce problème y étaient représentés : universitaires, revues culturelles, organismes d'alphabétisation, mouvements politiques... (s.d. : 32).

28 Comme le précise la revue, « les motivations étaient, on s'en doute bien, différentes ».

29 Mais il est certain que les « universitaires » apparaissent ainsi comme un renfort important dans les luttes de promotion de la langue et de la culture créoles. Ils prennent part – de façon parfois très explicite – à des opérations d'aménagement linguistique¹⁵. Le travail scientifique devient ainsi une arme dans l'affirmation de l'existence d'un « peuple réunionnais » (Gros, s. d. : 4), dans la préparation de « l'unité de la nation réunionnaise » (*ibid.* : 13). Et la recherche est directement utilisée dans cette lutte :

Un livre tel « Kriké-Kraké », recueil de contes populaires réunionnais, montre à l'évidence que l'esprit de notre peuple n'est pas mort, que sa tradition orale vit encore, forte et riche de diversités (Bardzour, s. d. : 2).

30 Le compte rendu de la publication ajoute : « La parution de *Kriké-Kraké* est une étape importante dans la promotion de la langue et de la littérature réunionnaises » (*ibid.* : 54). Or, les auteurs de *Kriké-Kraké* n'avaient pas pris position sur ce sujet. Pire, ils insistaient par ailleurs sur le fait que « cette littérature populaire est extrêmement menacée par l'évolution actuelle » et qu'il s'agissait pour eux de tenter de « préserver de la disparition une partie du patrimoine de ces archipels ». Et ce ne sont pas là de sombres pronostics énoncés dans le secret du sérail universitaire puisque nos citations sont extraites d'un article du *Quotidien de La Réunion* du 4 mai 1979 où une page entière était consacrée aux « Nouvelles publications consacrées au créole »¹⁶.

31 Il n'est pas possible de reprendre ici l'ensemble du problème de la mythologie du marronnage telle qu'elle s'est développée à La Réunion, sauf sur un point qui nous paraît essentiel : cette mythologie illustre à l'évidence la porosité extrême existant entre le scientifique et l'idéologique dans un champ culturel dominé¹⁷. On est passé insensiblement de la fiction romanesque pure à une quasi vérité historique, grâce à la complicité de clercs engagés politiquement : M. Robert qui est en 1976 assistant à l'université de Paris I¹⁸ – et originaire de La Réunion – signe *La Réunion. Combats pour l'autonomie*, ouvrage présenté comme « un outil de travail et de combat », outil qui confond la presse (*Témoignage chrétien de La Réunion* en l'espèce) avec un dépôt d'archives et qui reprend sous l'appellation de « tradition orale » le récit de l'élection du « roi des marrons », récit qui est familier à tous les lecteurs du *Bourbon pittoresque* du romancier E. Dayot¹⁹.

2.4. L'histoire d'une colonie par ses natifs

32 L'analyse du colonialisme, pour un historien, peut se fonder sur un certain nombre d'éléments comme par exemple le statut juridique, la période où se situe son travail ou la nature des relations économiques. On le voit, la détermination de l'application du terme « colonialisme » (et de ses dérivés) procède alors de raisons légitimes, mais qui posent quand même des limites à l'analyse dans la mesure où le régime juridique des colonies est variable et où les relations économiques possèdent leur spécificité, ne serait-ce que par rapport aux colonies africaines par exemple, sans que cela ne résolve en rien la question sociale. Le problème essentiel est évidemment de justifier l'application du qualificatif de « coloniale » à la société réunionnaise, ce qui implique une analyse sociologique que l'on

trouve rarement dans les travaux des historiens sur La Réunion. Qu'elle soit absente de ces travaux s'explique peut-être par les particularités du travail historien, mais rien ne justifie que ce vide soit remplacé par l'idéologie. Le contraste est donc très frappant avec des travaux « scientifiques » récents menés sans aucune référence sociologique et qui conduisent à habiller de scientificité des analyses fortement teintées d'idéologie.

- 33 L'exemple déjà cité du récent ouvrage de S. Fuma, *Histoire d'un peuple. La Réunion (1848-1900)*, est éclairant sur ce point. Passons sur le fait que l'auteur ne dise jamais ce qu'il entend par le mot « peuple » pour remarquer que le déroulement de la famille des termes impliqués par le mot « colonialisme » révèle quelques difficultés. L'auteur, pour désigner la classe dirigeante de la colonie et principalement les grands propriétaires terriens, utilise de manière assez systématique, le terme de « colons » mais d'autres termes sont employés. Ils sont aussi des « colons sucriers », des « colons engagistes », des « propriétaires de sucreries », des « grands propriétaires », des « propriétaires sucriers », des « gros propriétaires » etc., tous constituant l'« aristocratie sucrière » : la taxinomie sociale est donc mal fixée. On se convaincra de l'absence d'analyse de la société réunionnaise dans ce travail historien – ou même simplement d'une curieuse méconnaissance de son environnement natal – par le fait que S. Fuma considère que les « Cafres » composent un « groupe ethnique » (*ibid.* : 109), alors qu'un tableau statistique (*ibid.* : 110) montre qu'il s'agit en fait, sous cette appellation, de l'ensemble des esclaves d'origine africaine présents sur les plantations... Ce que tous les travaux de lexicographie du créole réunionnais ont démontré depuis 20 ans.
- 34 Or, un « colon », sauf à préciser en quel sens particulier on prend le terme, peut désigner « une personne qui est allé peupler, exploiter une colonie » aussi bien que l'« habitant d'une colonie ressortissant de la métropole » ou bien encore le « membre d'un groupe de personnes de même origine, fixées dans un autre lieu »²⁰. Symboliquement, c'est-à-dire du point de vue des représentations que véhicule le vocabulaire de S. Fuma, cela conduit à imposer à la société réunionnaise une taxinomie sociale renvoyant sans cesse les Réunionnais au lieu d'où ils sont venus²¹. On comprend alors que le sens de l'expression « peuple réunionnais » ne puisse être défini puisque ce peuple est toujours à venir²² du fait que la problématique exclut, dès le départ, que les composantes de la société sortent d'une sphère sociale définie strictement par l'origine socio-ethnique et puissent composer un « peuple ». D'où une conclusion très étrange car rien dans l'ouvrage de S. Fuma ne la prépare :
- Enfantée par le système colonial, la société réunionnaise s'est édifiée tout au long du XIX^e siècle, affirmant son originalité et sa spécificité qui lui viennent de l'immigration indienne, africaine, chinoise et européenne... (1994 : 267)
- 35 La thèse proposée selon laquelle la société réunionnaise se serait édifiée tout au long du XIX^e siècle aboutit en effet à nier le lien, souvent affirmé à La Réunion, entre l'existence d'un peuple et celle d'une langue, ici rayé d'un trait de plume par un historien réunionnais. La naissance du créole réunionnais intervenant vers 1720, on se trouverait donc avec une langue sans peuple, une sorte de pidgin ou de *lingua franca* attendant patiemment que naisse le peuple qui lui accorderait la dignité de langue. Poser la naissance de La Réunion dans les bornes que fixe l'auteur conduit à **imaginer** d'une certaine manière la naissance du « peuple réunionnais » en faisant comme si, depuis la naissance de la langue créole, ce peuple n'était pas né ou comme si, du moins, la question ne méritait pas d'être posée.

- 36 En quelque sorte, l'idéologie est la même que celle qui prévaut pour les représentations de la langue dans la petite bourgeoisie. De la même manière qu'il s'agissait pour des agents culturels – comme dans l'ensemble des DOM d'ailleurs – de cultiver la déviance maximale entre le français et le créole par le biais du choix systématique des variantes basilectales du créole, il s'agit pour S. Fuma par un acte de « magie sociale » (Bourdieu, 1982 : 140) de donner une représentation de la société qui établisse que ses éléments « fondateurs » puissent être, par exemple, les engagés indiens qui arrivent après 1848, ce qui, quelles que soient par ailleurs l'influence de ceux-ci sur la société réunionnaise et la représentation que l'on en donne, mériterait d'être démontré d'un point de vue plus scientifique.
- 37 Ce qui est en jeu est une **représentation** de la société réunionnaise : modifier son acte de naissance, c'est produire un texte politique plus que scientifique²³. Mais une telle ambiguïté correspond à une tendance profonde de la sociabilité intellectuelle réunionnaise qui remonte aux sociétés savantes : l'édition du texte a été réalisée par l'université mais financée par le conseil général dont S. Fuma est membre et où il occupe des fonctions politiques et culturelles. En ce sens, au lieu d'une bourgeoisie en auto-représentation, se manifeste une petite bourgeoisie à la conquête de l'interprétation publique de la réalité et maîtresse de circuits financiers similaires à ceux de la colonie, à la décentralisation près...²⁴ L'autocontrôle du milieu scientifique à La Réunion – ce qui marquerait à son autonomie – est donc problématique.

Conclusion

- 38 Le rôle de l'histoire dans la question identitaire est à l'évidence essentiel. On ne s'étonnera donc pas de constater qu'il est très important pour les intellectuels issus de la départementalisation de proposer, voire d'imposer, leur interprétation de la réalité afin qu'elle devienne opinion publique et par là-même leur assure « une surface sociale, c'est-à-dire la capacité d'exister comme agents en différents champs » (Bourdieu, 1994 : 89) et conforte leurs prétentions subjectives. Leur stratégie sera double : d'une part l'exclusion des anciennes élites locales des postes de responsabilité culturelle, la tentative de se réserver ces postes contre les candidatures des « métropolitains » et l'emploi des crédits et subventions locaux et nationaux dont désormais ils disposent au service de leurs intérêts de classe ; d'autre part, du fait de leur formation universitaire, plus ou moins achevée selon les cas, la tentative d'investir le champ scientifique pour le faire servir aux mêmes fins et en tirer des avantages symboliques.
- 39 On peut effectivement soutenir qu'il faille écrire aujourd'hui encore une histoire de La Réunion à la façon de Taine, de Renan ou de Michelet. Mais il faut le rappeler, cela signifie implicitement que la production d'une telle histoire serait nécessaire à l'édification identitaire d'un peuple qui serait ainsi contraint de refaire patiemment toute l'évolution de l'histoire de l'histoire... Une telle position est soutenable au XX^e siècle, mais elle devrait impliquer alors, chez celui qui l'adopte, le choix d'un placement différent dans l'espace social, un changement de champ et non pas la tentative ambiguë d'occuper différents champs, en particulier celui du politique et celui du scientifique. De ce point de vue, une entreprise comme celle de S. Fuma, menée avec la caution universitaire²⁵, est une sorte de régression en ce sens qu'il s'agit ici d'imposer une interprétation publique de la réalité en jouant sur l'ambiguïté entre la position (scientifique) de l'historien et sa

place dans le champ politique. C'est exactement la même problématique que celle des élites bourgeoises du XIX^e, seule l'origine sociale a changé.

BIBLIOGRAPHIE

Revues

Bardzour n° 2, août-septembre 1976.

Bardzour n° 3, janvier-février 1977.

Bardzour n° 5, s. d.

Cahiers du Centre universitaire de La Réunion, 1971.

Cahiers du Centre universitaire de La Réunion, n° spécial Colloque Commerson, 1974.

Recueil trimestriel de travaux et de documents inédits pour servir à l'histoire des Mascareignes françaises, 1, 1^{re} année, avril-mai-juin 1932.

Ouvrages et articles

ANS A.-M. d', 1987. *Haïti. Paysage et société*. Paris, Karthala.

BAGGIONI D., 1995. « Herr Professor Doctor Schuchardt et les notables réunionnais », *Travaux et documents*, 6-7 (juin-oct.) : 11-26.

BENIAMINO M., 1995. « Littérature et sociologie à La Réunion », *Travaux et documents*, 6-7 (juin-oct.) : 125-139.

BENIAMINO M., 1998. « Une géographie mythique dans les Mascareignes : la Lémurie », in EMINA A. (dir.), *Les mots de la terre. Géographie et littératures francophones*, Centro per lo Studio delle Letterature e delle Culture delle Aree Emergenti, Consiglio Nazionale delle Ricerche. Rome, Bulzoni editore : 205-221.

BENOIST J., 1983. Un développement ambigu. Structure et changement de la société réunionnaise. Saint-Denis, FRDOI.

BERNARDIN DE SAINT-PIERRE, 1986. *Voyage à l'île de France*, Chaudenson R. (éd.). Maurice, Editions de l'Océan indien.

BOURDIEU P., 1982. Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques. Paris, Fayard.

BOURDIEU P., 1992. Les règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire. Paris, Seuil.

BOURDIEU P., 1994. « Pour une science des œuvres », *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*. Paris, Seuil : 61-80.

- CAUDRON O., 1995. « Esquisse d'une histoire intellectuelle des îles Mascareignes aux XVIII^e et XIX^e siècles », in CARILE P. (éd.), *Sur la route des Indes orientales. Aspects de la francophonie dans l'Océan Indien*. Fasano / Paris, Schena / Nizet : 341-396.
- CHAUDENSON R., 1974. *Le lexique du parler créole de La Réunion*. Paris, Librairie Honoré Champion, 2 vol.
- CHAUDENSON R., 1980. *Encyclopédie de La Réunion*. Saint-Denis, Livres Réunion.
- CHAUDENSON R., 1989. *Créoles et enseignement du français*. CERFOI, université de La Réunion. Paris, L'Harmattan.
- CHAUDENSON R., 1992. Des îles, des hommes, des langues. Essai sur la créolisation linguistique et culturelle. Paris, L'Harmattan.
- CHERUBINI B., 1992. « Du métissage généralisé à la contre-culture : le cheminement de l'être Antillo-Guyanais », in ALBER J.-L., BAVOUX C. & WATIN M. (éds.), *Métissages. Linguistique et anthropologie*. Université de La Réunion. Paris, L'Harmattan : 277-294.
- CONAC G., 1984 [1985]. « Les bases de l'enseignement supérieur à La Réunion », *Bulletin de l'Académie de La Réunion*, vol. 28 : 104-122.
- CONSEIL GENERAL DE LA REUNION, 1990. *Le grand livre d'or de la poésie réunionnaise d'expression française*. Saint-Denis, Editions du conseil général de La Réunion.
- CORNU H., 1974. « L'homme et la fournaise », *Cahiers du Centre universitaire de La Réunion*, n° spécial colloque Commerson : 124-30.
- DEFOS DU RAU J., 1960. *L'île de La Réunion, Etude de géographie humaine*. Thèse d'Etat, Bordeaux.
- FUMA S., 1994. *Histoire d'un peuple. La Réunion (1848-1900)*. Saint-Denis, Editions CNH - université de La Réunion.
- GERARD G., 1986. « Le Conseil général et le mécénat », *Sirandane*, 2, 3, 4 (mars-sept.).
- GERARD G., 1984. *Histoire résumée de La Réunion*. Saint-Denis, AGM.
- GIDDENS A., 1994. *Les conséquences de la modernité*. Paris, L'Harmattan.
- GROS S., s. d. « Les Francs-Créoles », *Bardzour*, 5 : 4-14.
- LEGUEN M., 1979. *Histoire de l'île de La Réunion*. Paris, L'Harmattan.
- LOUGNON A., 1956. *L'île Bourbon pendant la Régence. Desforges-Boucher, les débuts du café*. aris, éd. Larose.
- MAGON de SAINT-ELIER F., 1839. *Tableaux historiques, politiques et pittoresques de l'isle de France*. Maurice ; rééd. *L'Isle de France*. Saint-Denis, ARS Terres Créoles, 1992.
- REVEL J., 1995. « L'institution et le social », in LEPETIT B. (dir.), *Les formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*. Paris, Albin Michel : 63-84.
- ROBERT M., 1976. *La Réunion. Combats pour l'autonomie*. Paris, IDOC-France / L'Harmattan.
- RODA J.-C., 1977. « Le mouvement intellectuel à La Réunion au XIX^e siècle », *Annuaire des pays de l'Océan Indien*, vol. IV : 113-129.
- SCHERER A., 1965. *Histoire de La Réunion*. Paris, PUF (coll. Que sais-je ? n° 1164).
- SERVIALE M., 1995. *Rayonner pour une meilleur France. Histoire de La Réunion. Essai d'éducation populaire*. Océan Editions.
- TOUSSAINT A., 1961. *Histoire de l'Océan indien*. Paris, PUF.

TOUSSAINT A., 1972. *Histoire des Mascareignes*. Paris, Berger-Levrault.

UNIVERSITE DE LA REUNION, 1995. *Inventaire des thèses, D.E.A., D.E.S.S. et maîtrise*. Saint-Denis, Service commun de Documentation de l'université de La Réunion.

WANQUET C., 1974. « Bourbon dans les débuts de l'époque royale », *Cahiers du Centre universitaire de La Réunion*, n° spécial Colloque Commerson : 14-75.

WANQUET C., 1980. *Histoire d'une révolution. La Réunion (1789-1803)*. Marseille, Jeanne Laffitte, 3 vol.

NOTES

1. Sur le rôle particulier des érudits locaux pour la maîtrise du savoir sur La Réunion dans une période antérieure, voir Baggioni (1995).
2. G. Conac était professeur à l'université de Paris I.
3. Pour l'histoire des sociétés savantes à La Réunion, voir Chaudenson (1980 : 69 sq.), Roda (1977), Baggioni (1995) et Caudron (1995).
4. Sur cette question, voir Beniamino (1998).
5. Avant-propos de L. Favoreu, président du Centre universitaire de La Réunion.
6. Néanmoins, pour 36 participants identifiés, seules 10 communications seront publiées dont celle de C. Wanquet, universitaire, qui occupe près de la moitié de la publication.
7. Elles continuent d'assurer en particulier une fonction d'auto-représentation, particulièrement nette dans le texte de la communication d'H. Cornu intitulée « L'homme et la Fournaise ». Celui-ci écrit qu'« il ne faut pas exagérer l'ignorance des habitants de Bourbon. Il y eut toujours une élite, restreinte il est vrai, qui se tenait au courant de l'évolution des idées scientifiques et philosophiques de la Métropole. Ainsi s'explique la formation de bibliothèques privées et l'engouement pour les livres que les partages successoraux dispersaient. Billiard, en 1820, parle avec admiration de la bibliothèque considérable et contenant nombre d'ouvrages de valeur que la famille des Panon-Desbassayns possédait à Saint-Gilles les Hauts. » (1974 : 124). Dans l'univers des points en discussion à cette période, un thème essentiel est en effet la question des origines et de la « qualité » des premiers habitants de La Réunion. Tandis que *Bardzour*, revue locale proche du PCR, estimait que La Réunion était de ce point de vue un « dépotoir », les élites locales, dont fait partie H. Cornu, défendent évidemment un point de vue opposé.
8. Rappelons par exemple que, dans le cadre du festival du Livre qui s'est tenu à Saint-Denis du 2 au 7 avril 1990, le conseil général de La Réunion a entièrement financé un colloque universitaire sur le métissage et l'édition d'un *Grand livre d'or de la poésie réunionnaise* célébrant, selon les propres termes du président de cette assemblée, l'« âme créole ».
9. E. Maestri continue en écrivant : « Or les origines de S. Fuma l'y autorisent, lui qui est un produit d'une époque heureusement révolue ».
10. Certains de ces érudits ont toutefois acquis une légitimité scientifique, c'est le cas pour A. Lougnon qui a soutenu en 1956 une thèse intitulée *L'île Bourbon pendant la Régence. Desforges-Boucher, les débuts du café*.
11. Durant cette période, le seul historien à proposer des travaux de synthèse est le Mauricien A. Toussaint qui publie en 1961 une *Histoire de l'Océan indien* et une *Histoire des Mascareignes* en 1972. En 1984, G. Gérard, vice-président de l'académie de La Réunion fera paraître une *Histoire résumée de la Réunion*.
12. La thèse d'H. Gerbeau n'a pas été soutenue.
13. Un certain nombre d'agents culturels réunionnais a obtenu ou tenté d'obtenir une légitimité scientifique. Des biographies montreraient des trajectoires sociales similaires mettant en évidence des stratégies typées. Sur ce point, voir Bourdieu (1992 : 359 sq.).

14. A titre d'exemple, la soutenance d'un mémoire de maîtrise d'ethnologie par G.-G. Lourdeaux en 1979, mémoire intitulé *La marche sur le feu. Approche ethnographique*, a été saluée par une violente diatribe de J. Varondin dans le *Quotidien de La Réunion* et celui-ci s'interrogeait : « Au Chaudron (lieu d'implantation de l'université), soutiendrait-on n'importe quoi devant n'importe qui ? »... La soutenance d'une thèse de droit a aussi donné lieu à un courrier des lecteurs de la même veine – quoique moins violent – dans le *Quotidien de La Réunion* du 12.10.96.
15. Voir à ce sujet Chaudenson (1989 : 11-12) et Beniamino (1995).
16. Voir aussi Chaudenson (1980, vol. VII : 10-11).
17. Sur cette question, voir la mise au point de Chaudenson (1992 : 80 sq.) ; pour une analyse similaire de la situation haïtienne, voir Ans (1987). Il faut sans doute penser qu'une telle attitude appartient aux « conditions de la production des systèmes sociaux dans le contexte de la colonisation française » (Chérubini, 1992 : 278).
18. La quatrième de couverture indique qu'il est diplômé d'études supérieures d'histoire du droit et de science politique et licencié en droit et lettres, ce qui atteste de la légitimité universitaire de l'auteur.
19. (1976 : 14 sq.) Le cas de l'*Histoire de La Réunion* de M. Leguen n'est pas très différent : il renvoie à M. Robert et à *Témoignage chrétien de La Réunion*. La circularité des références tente ici de produire de la vérité historique.
20. Voir le Robert.
21. Sur la lutte pour la prise du pouvoir dans l'élaboration des taxinomies sociales, voir Bourdieu (1982 : 135 sq.).
22. S. Fuma conclut son ouvrage en notant que la société réunionnaise du XX^e siècle est « une société originale encore inachevée, n'ayant pas pris conscience des richesses culturelles léguées par les grandes civilisations qui l'avaient peuplée. » (1994 : 269).
23. « (...) c'est dans la constitution des groupes que se voient le mieux l'efficacité des représentations, et en particulier des mots, des mots d'ordre, des théories qui contribuent à faire l'ordre social en imposant les principes de di-vision et, plus largement, le pouvoir symbolique de tout le théâtre politique qui réalise et officialise les visions du monde et les divisions politiques » (Bourdieu, 1982 : 152). A titre d'illustration, citons la préface à l'*Histoire résumée de La Réunion* de G. Gérard, par ailleurs vice-président de l'académie de La Réunion : « Au moment où certains essaient de réécrire l'histoire de La Réunion avec des objectifs pas toujours exempts d'arrière pensées politiques, l'association pour la Sauvegarde du patrimoine réunionnais a pensé qu'elle ferait œuvre utile en éditant ce livre élaboré et rédigé suivant des procédés pédagogiques modernes et susceptible de mieux faire connaître la vie de nos ancêtres qui, pour n'avoir pas tous été des Gaulois, n'en méritent pas moins le respect pour leur travail et leur courage » (1984 : 7-8).
24. On se reportera au dossier établi par G. Gérard, vice-président de l'académie de La Réunion, pour la revue *Sirandane*, dossier publié à partir du n° 2 et qui s'intitule « Le conseil général et le mécénat », dossier réalisé afin de savoir « de quand datait la tradition "mécénat" du conseil général de La Réunion ». Apparaît ainsi chez les acteurs du champ une stratégie visant à se constituer un « *habitus* », c'est-à-dire « un acquis et aussi un avoir qui peut, en certains cas, fonctionner comme un capital » (Bourdieu, 1992 : 252).
25. L'université de La Réunion est en effet mentionnée sur la couverture et la maquette de l'ouvrage a été réalisée par le service des Publications de la faculté des lettres et sciences humaines.

RÉSUMÉS

Partant du point de vue selon lequel le lieu d'origine du discours savant ainsi que l'aire sociale de sa diffusion participent de la compréhension des enjeux socio-symboliques dans lesquels ces discours peuvent faire sens, l'auteur interroge les relations entre la société réunionnaise qui reste – ainsi que l'ensemble des DOM – un territoire dominé et les discours produits à La Réunion sur La Réunion. En retraçant à grands traits l'histoire de la sociabilité intellectuelle à La Réunion apparaît ainsi une opposition entre une légitimité qui serait le propre des natifs et celle qui, délocalisée, serait celle de la communauté scientifique qui apparaît dans l'île dans le sillage de la départementalisation dont les effets sociaux vont apparaître à la fin des années soixante. L'exemple de l'histoire est particulièrement révélateur des difficultés de la société réunionnaise à se penser en dehors d'un discours savant fortement déterminé par les contextes locaux d'interaction, c'est-à-dire dans des formes peu différentes de celles du XIX^e siècle où l'interprétation de la réalité était strictement le fait des élites bourgeoises. Les changements ne sont intervenus qu'à la marge et n'ont pas permis de voir apparaître un capital symbolique suffisant à assurer l'autonomie des acteurs du champ scientifique.

Starting from the point of view according to which the place of origin of learned discourse together with the social arena of its circulation partake of the understanding of the socio-symbolic interests in which this discourse may make sense, the author examines the relationship between Reunion Island society which remains - along with all the départements d'outre-mer (foreign colonies) - a dominated territory and the discourse produced on the Reunion Island about the Reunion Island. In relating in broad outline the history of intellectual sociability in the Reunion Island, an opposition thus appears between a legitimacy which was apparently the attribute of the native islanders and another, delocalised, legitimacy which seemingly belonged to the scientific community which made its appearance on the island in the wake of departmentalization, the social effects of which were to become apparent at the end of the 1960s. Using history as an example reveals in particular the difficulties that Reunion Island society has in seeing itself exterior to an erudite discourse strongly determined by the local contexts of interaction, that is, existing in forms barely different from those of the nineteenth century when the interpretation of reality was strictly characteristic of the bourgeois élite. Changes have occurred only on the fringes and have not allowed to emerge a symbolic capital sufficient enough to ensure the autonomy of the actors of the scientific field.

AUTEUR

MICHEL BENIAMINO

CNRS-UPRESA 6058

Université de Limoges